

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MUTUEL LEASING

Société anonyme au capital de 35.353.530€

Siège social : Tour D2 – 17 bis, place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

642 017 834 R.C.S. NANTERRE

ORIAS : 09 046 570

*Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 2025***I. – Bilan au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros)

Actif en milliers d'euros	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeur assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	2_8	373 451	292 779
Opérations avec la clientèle	2_8	1 166 371	1 219 977
Affacturage			
Obligations et autres titres à revenus fixe			
Actions, ATRV et TAP			
Promotion immobilière			
Placements des entreprises d'assurance			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées		36 565	33 566
Crédit bail et location avec option d'achat	2_9	7 549 261	7 327 608
Location simple	2_10	814 761	873 463
Immobilisations incorporelles	2_13		
Immobilisations corporelles	2_12	1 663	565
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	2_14	26 167	74 917
Comptes de régularisation	2_15	36 514	59 738
Total de l'actif		10 004 753	9 882 612
Passif en milliers d'euros	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	2_8	9 549 658	9 288 381
Opérations avec la clientèle	2_8	4 755	3 424
Dettes représentées par un titre		50 455	100 394
Provisions techniques entp d'assurance			
Autres passifs	2_14	121 517	242 154
Autres produits d'assurances			
Comptes de régularisation	2_15	218 857	194 924
Dépôt de garantie à caractère mutuel			
Provisions	2_16	8 996	5 930
Dettes subordonnées		15 062	15 063
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	2_17	35 453	32 345
- Capital souscrit		35 354	35 354
- Primes d'émission		259 344	259 344
- Réserves		2 619	2 619
- Ecart de réévaluation			
- Provisions règlementées et subventions d'investissement			
- Report à nouveau (+ / -)		-264 972	-269 424
- Résultat de l'exercice (+ / -)		3 108	4 452
- Acomptes sur dividendes versés			
Total du passif		10 004 753	9 882 612
Hors-bilan en milliers d'euros	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement	2_18	727 812	862 596
Engagement de garantie			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagement de garantie	2_18	9 685 139	9 678 452

Compte de résultat en milliers d'euros	Notes	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Intérêts et produits assimilés		213 803	220 691
Intérêts et charges assimilées		-430 284	-354 997
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	3_1	3 188 730	3 057 076
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	3_2	-2 921 751	-2 851 001
Produits sur opérations de location simple	3_3	382 871	380 073
Charges sur opérations de location simple	3_4	-339 207	-353 206
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)		7 905	8 475
Commissions (charges)	3_5	-39 009	-54 977
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimil			
Autres produits d'exploitation bancaire	3_6	36 828	39 303
Autres charges d'exploitation bancaire	3_7	-18 138	-17 815
Produits nets des autres activités			
Produit net bancaire		81 748	73 622
Charges générales d'exploitation	3_8	-71 842	-67 635
Dotation aux amortissements et aux dépréciations		-267	-165
Des immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		9 638	5 822
Coût du risque	3_9	-6 553	-1 413
Résultat d'exploitation		3 085	4 409
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			34
Résultat courant avant impôt		3 085	4 443
Résultat exceptionnel			
Dotations/reprises de FRBG et provisions règlementées			
Impôt sur les bénéfices		23	9
Résultat net		3 108	4 452

III. — Annexe aux comptes sociaux.

Faits significatifs

Les salariés de la filière leasing du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont été regroupés sur l'entité CML France. Cette dernière a ainsi mis en place une prestation de service à l'égard des autres entités de leasing CM- CIC Leasing Solutions et Bail Actea.

I - Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes individuels annuels de la société Crédit Mutuel Leasing S.A (comprenant la succursale CML espagnol), ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-07 du 26 novembre 2014. Le règlement n°2020-10 de l'ANC du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 et portant principalement sur l'épargne réglementée et le prêt de titres n'a pas eu d'impact sur les comptes de Crédit Mutuel Leasing S.A. au 31 décembre 2024.

Les comptes individuels

Au 1er janvier 2005, en application du règlement CRC 2002-10 abrogé par ANC N° 2014-03 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et du CRC 2004-06 abrogé par ANC N° 2014-03 relatif à la définition, à la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les sociétés ont été dans l'obligation de reconstituer leurs immobilisations selon l'approche par composants. Les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail, des opérations de location avec option d'achat ou assimilées au sens de l'article 313-1 du code monétaire et financier ne sont pas tenues d'appliquer ce règlement en vertu de l'avis du CNC n° 2004-15 du 23 juin 2004 rappelé dans l'avis du Comité d'urgence 2006-C, «excluant du champ d'application de l'ANC 2014-03 précité, tous les contrats de location au sens d'IAS 17 ainsi que les contrats de louage de marque et de brevet». C'est pourquoi, Crédit Mutuel Leasing n'applique pas ce règlement au titre de ses opérations de crédit-bail.

Les principes généraux comptables ont été appliqués en respectant la règle de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- . Continuité de l'exploitation,
- . Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . Indépendance des exercices.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros (k€).

Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2024.

Comptabilisation des biens donnés en location.

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire n° 90-01 du 1er avril 1990, Crédit Mutuel Leasing inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location.

Ces immobilisations font l'objet de dotations aux amortissements calculées selon les règles comptables et fiscales de droit commun pour la détermination du résultat social.

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable des immobilisations est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation, dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à la dotation linéaire minimale.

La technique du saupoudrage s'applique uniquement aux biens en cours de location amortissables fiscalement en dégressif. Cette technique consiste à utiliser les possibilités fiscales d'amortissement dégressif en saupoudrant la différence entre la dotation linéaire minimale et la dotation dégressive maximale

Le tableau ci-dessous présente les durées d'amortissement pour les principaux biens donnés en location par CM Leasing :

Famille matériel	Loi d'amort.	Durée d'amort.
Véhicules de tourisme	Linéaire	60
Véhicules utilitaires < 3,5 T	Linéaire	48
Tracteurs routiers, camions	Dégressif	60
Chariots élévateurs, transpalettes	Dégressif	80
Remorques, semi-remorques	Dégressif	60
Tracteurs agricoles et autres matériels agricoles	Dégressif	60

Le poste Crédit-bail et location avec option d'achat intègre également les commissions versées ou reçues restant à étaler en application de l'ANC n°2014-07. Ces commissions versées aux apporteurs d'affaires sur opérations de crédit-bail ou location avec option d'achat sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts.

Méthode d'évaluation des titres de participation.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué dans le cadre de la réévaluation légale de 1976 ou de fusions et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé. La rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

Méthode d'évaluation du contentieux

En application de l'ANC n°2014-07, les créances douteuses et les encours qui leur sont attachés font l'objet d'un examen individuel, de manière à déterminer avec la plus grande précision possible la probabilité de recouvrement des échéances impayées, compte tenu des cautions et garanties obtenues, et la valeur de recommercialisation des matériels.

Les méthodes de recensement et d'évaluation des risques contentieux respectent les dispositions réglementaires en vigueur tant pour le classement comptable que pour la dépréciation des créances douteuses.

La règle de dépréciation retenue s'applique sur la part non garantie par les Banques Régionales du Groupe CIC et les Fédérations du Groupe Crédit Mutuel des créances et des encours.

Dans le cadre de la nouvelle convention appliquée depuis 2005, la contre-garantie apportée par ces établissements de crédit est de 100%.

Les encours douteux restructurés et reclassés en sains, n'ont pas fait l'objet d'octroi à des conditions hors marché.

Afin de neutraliser le produit d'appel en garantie auprès des banques régionales du CIC ou des caisses de crédit mutuel, enregistré en PNB, Crédit Mutuel Leasing enregistre une dépréciation de la créance garantie (retraitée fiscalement) en coût du risque.

Avant l'exercice 2012, cette dépréciation était enregistrée au passif en Provisions.

Le passage en perte des créances douteuses garanties en coût du risque est couvert par la reprise de dépréciations enregistrée également en coût du risque.

Conformément à la réglementation applicable aux sociétés financières, Crédit Mutuel Leasing transfère au poste créances douteuses celles pour lesquelles soit :

- il existe au moins une échéance impayée depuis plus de trois mois,
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc...),
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

Les créances sont classées en douteux compromis dès lors qu'elles sont douteuses depuis plus de 12 mois ou qu'elles présentent un caractère contentieux. Le principe de contagion intra-groupe est appliqué. Les pertes probables des créances douteuses font l'objet de dépréciations. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés.

Les intérêts échus impayés depuis plus de 3 mois portés en produits bancaires sont dépréciés à 100%. Les dotations et reprises de dépréciations relatives au capital des créances douteuses sont comptabilisées dans le poste coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts des créances douteuses sont classées en moins du poste des intérêts reçus.

Par ailleurs, lorsque la valeur probable de recommercialisation des matériels des contrats résiliés ou litigieux est inférieure à l'encours financier de ces contrats, la différence fait l'objet d'une dépréciation financière.

Cette dépréciation n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux.

Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêts

Le règlement n° 2014-07 de l'ANC est appliqué à l'ensemble des instruments de taux d'intérêt traités de gré à gré.

Les charges et les produits relatifs aux opérations de macro-couverture sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds.

Les charges et les produits courus sur un même contrat peuvent faire l'objet d'un enregistrement pour leur montant net.

Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent

ne sont pas comptabilisés.

L'encours de contrats d'échange de taux d'intérêts au 31/12/24 est de 4 350 000 K€. Ces instruments financiers à terme sont classés en macro-couverture.

Engagement de retraite et assimilés

Les engagements de retraite et assimilés font l'objet d'une provision et leur variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice (3.9% en 2023) et le taux d'augmentation des salaires, évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

La recommandation CNC 2003-R-01 sur les engagements de retraite et assimilés est appliquée depuis le 1er janvier 2004. Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actualisée de l'engagement et le coût des services rendus de l'exercice, à partir d'hypothèses. Les différences générées par les changements de celles-ci et par les différences entre les hypothèses antérieures et ce qui s'est effectivement produit constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. La différence entre le rendement réel et celui attendu constitue un écart actuariel. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, sont soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés dans les comptes de Crédit Mutuel Leasing pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 1996, Crédit Mutuel Leasing est intégrée fiscalement par le C.I.C.

Le déficit fiscal passe de 409516 K€ à 389636 K€ au 31/12/2024 après l'imputation sur l'exercice de 19909 K€.

Consolidation

Crédit Mutuel Leasing fait partie du périmètre de consolidation du Groupe CIC. Sa prise en compte s'effectue par la méthode de l'intégration globale.

Les comptes consolidés sont établis par le CIC :

- Siège social : 6, avenue de Provence 75009 PARIS

Affectation du résultat

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 3 108 014,24 € en totalité au report à nouveau qui passe ainsi d'un montant déficitaire de 264 972 494,88 € à un montant déficitaire de 261 864 480,64 €.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement particulier remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2024 n'est intervenu depuis le 1er janvier 2025.

Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2024

2 - Notes sur le bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité et représentent la part non échue de nos opérations.

Note 2_1 - Ventilation des encours globaux (hors dépréciations)

	2024	2023
Encours sains	9 836 342	9 788 377
Encours douteux	110 754	83 127
Encours douteux compromis	46 066	37 290
Encours contentieux	64 825	52 069
Total des encours globaux	10 057 987	9 960 863

Note 2_2 - Ventilation des encours par secteurs géographiques

	2024	2023
Secteur Est	1 919 239	1 913 241
Secteur Sud-Est	2 085 070	2 112 801
Secteur Ouest	2 003 544	2 034 470
Secteur Nord	1 335 307	1 266 452
Secteur Ile de France	1 545 022	1 516 411
Secteur Sud-Ouest	755 378	734 441
Secteur Antilles/Guyane	36 253	35 339
Non ventilés et divers	378 174	347 708
Total des encours par secteurs géographiques	10 057 987	9 960 863

Note 2_3 - Ventilation des encours par secteurs d'activités économiques

	2024	2023
Secteur de l'industrie	1 017 385	1 041 712
Secteur des transports et communications	1 482 505	1 476 727
Secteur de la construction	1 204 056	1 213 331
Secteur des services	1 812 828	1 771 446
Secteur du commerce	1 202 634	1 136 761
Secteur de la santé et de l'action sociale	256 299	254 002
Secteur de production d'eau et d'assainissement	248 369	251 264
Secteur de l'activité scientifique	477 593	448 309
Secteur de l'activité financière	184 835	182 068
Secteur de l'agriculture et de la pêche	1 263 061	1 297 826
Secteur de l'information et de la communication	74 993	89 218
Secteur de l'hébergement et restauration	240 267	250 749
Secteur de production d'énergie	14 353	15 153
Secteur de l'activité immobilière	52 286	56 091
Secteur de l'enseignement	37 827	34 688
Secteur de l'art et des spectacles	51 711	48 605
Non ventilés et divers	436 985	392 913
Total des encours par secteur d'activités	10 057 987	9 960 863

Note 2_4 - Ventilation des encours par grands types de contreparties

	2024	2023
Entreprises non financières	9 606 468	9 556 656
Particuliers	330 989	293 955
Etablissements de crédit	34 669	32 348
Administrations centrales	9 902	10 790
Autres établissement financiers	75 959	67 114
Total des encours par grands types de contreparties	10 057 987	9 960 863

Note 2_5 - Ventilation des créances douteuses

	2024		2023		Variation des créances H.T.
	Hors taxe	T.T.C.	Hors taxe	T.T.C.	
Créances douteuses	9 744	12 130	4 704	6 415	
Créances douteuses compromises	1 659	2 018	993	1 201	67%
Créances contentieuses	92 684	105 229	77 146	82 214	21%
Total des créances douteuses	100 098	119 377	82 843	89 830	0

Note 2_6 - Ventilation des encours douteux

	2024	2023	Variation des encours
Encours douteux	110 754	83 127	23,06%
Encours douteux compromis	46 066	37 290	23,53%
Encours contentieux	64 825	52 069	-2,88%
Total des encours douteux	221 645	172 486	15,33%

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité sociale et représentent la part non échue de nos opérations.

Note 2_7 - Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxe

	Crédit	Encours	Créances
Solde au 31/12/2023	3 816	409	91 000
Dotations	548	6	31 839
Reprises	-723	-32	-11 081
Solde au 21/12/2024	3 641	383	111 758

La dépréciation des encours n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux. Les dépréciations financières sont passées de 264 K€ au 31/12/2023 à 383 K€ au 31/12/2024.

Le total des dépréciations des créances est de 115 782 K€ au 31/12/2024 contre 94 816 K€ au 31/12/2023.

Note 2_8 - Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

Actif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
Caisse, banques centrales	373 451					373 451
Créances sur les établissements de crédit						
- A vue	373 451					373 451
- A terme						
- Créances douteuses						
- (-) Dépréciation des créances douteuses						
- Créances rattachées						
Opérations avec la clientèle	64 884	210 243	737 835	147 287	6 122	1 166 371
- Créances clientèles	64 884	210 243	737 835	130 884		1 143 846
- Créances douteuses				20 044		20 044
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-3 641		-3 641
- Créances rattachées					6 122	6 122
Crédit bail et location avec option D	667 751	1 749 718	5 035 909	488 029	1 834	7 943 241
- Immobilisations en location (encours financier)	660 404	1 749 718	5 035 909	345 971		7 792 002
- Créances douteuses				124 780		124 780
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-91 928		-91 928
- Créances rattachées	7 347			109 206	1 834	118 387
Location simple	122 519	242 530	636 797	69 625	2 022	1 073 493
- Immobilisations en location simple (encours fi)	115 982	242 530	636 797	66 416		1 061 725
- Créances douteuses				23 039		23 039
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-19 830		-19 830
- Créances rattachées	6 537				2 022	8 559
Totaux	1 228 605	2 202 491	6 410 541	704 941	9 978	10 556 556

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

(*) Le ratio de liquidité court terme (LCR, Liquidity Coverage Ratio) a pour objectif de favoriser la résistance à court terme du profil de risque de liquidité, en veillant à ce que les établissements disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, High Quality Liquid Assets) pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement sur les marchés financiers, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours.

Passif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
Dettes envers les établissements de crédit	1 417 579	3 368 590	4 509 900	189 000	64 589	9 549 658
- A vue	169					169
- Avance actionnaire						
- A terme	1 417 410	3 368 590	4 509 900	189 000		9 484 900
- Dettes rattachées					64 589	64 589
Comptes créditeurs de la clientèle	4 755					4 755
- A vue	4 755					4 755
- A terme						
- Dettes rattachées						
Totaux	1 422 334	3 368 590	4 509 900	189 000	64 589	9 554 413

La part des opérations financées par le groupe Crédit-Mutuel Alliance Fédérale est de 9 549 658 K€.

Note 2_9 - Crédit bail et location avec option d'achat

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	14 415 851	13 663 506
- Acquisitions de l'exercice	3 311 824	3 502 963
- Sorties de l'exercice	-2 999 494	-2 750 618
- Autres		

Immobilisations en fin d'exercice	14 728 181	14 415 851
- Amortissements au début de l'exercice	-7 249 357	-7 004 413
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-2 590 010	-2 539 174
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	2 509 208	2 294 230
- PROV SOC DEPREC IMMO CBI GEST MAN		
Amortissements en fin d'exercice	-7 330 159	-7 249 357
Immobilisations nettes	7 398 022	7 166 494
Créances douteuses & compromises	32 853	16 560
- Créances douteuses	11 728	5 279
- Créances douteuses compromises	26 750	18 667
- Indemnités de résiliation	86 303	67 590
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-9 843	-9 150
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-82 085	-65 826
- Autres		
Créances rattachées	118 387	144 554
- Locataires débiteurs	7 347	26 628
- Loyers courus	1 834	1 767
- Etalement des commissions	109 206	116 159
- Autres		
Total crédit bail et location avec option d'achat	7 549 261	7 327 609

Les immobilisations Temporairement non Loués s'élèvent à 26 457 K€ en valeur nette, au 31 Décembre 2024 contre 16 074 K€ au 31 décembre 2023.

Note 2_10 - Location simple et location longue durée

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	1 845 057	1 872 807
- Acquisitions de l'exercice	363 921	389 331
- Sorties de l'exercice	-466 774	-417 081
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	1 742 204	1 845 057
- Amortissements au début de l'exercice	-989 670	-985 910
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-318 623	-334 768
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	369 082	331 009
- Autres		
Amortissements en fin d'exercice	-939 211	-989 670
Immobilisations nettes	802 993	855 387
Créances douteuses & compromises	3 209	2 003
- Créances douteuses	402	360
- Créances douteuses compromises	2 523	1 884
- Indemnités de résiliation	20 114	15 783
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-1 107	-967
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-18 723	-15 057
Créances rattachées	8 559	16 073
- Locataires débiteurs	6 537	14 681
- Loyers courus	2 022	1 392
Total location simple et location longue durée	814 761	873 463

Les immobilisations Temporairement non Loués s'élèvent à 3 067 K€ en valeur nette, au 31 Décembre 2024 contre 1 606 K€ au 31 décembre 2023

Note 2_11 - Intérêts courus à recevoir ou à payer

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
Actif		
- Créances sur les établissements de crédit		
- Créances sur la clientèle	6 122	
- Crédit-bail & location avec option d'achat	1 834	
- Location simple & location longue durée	2 022	
Passif		
- Dettes envers les établissements de crédit		
A vue		
A terme		64 589
Total	9 978	64 589

Note 2_12 - Immobilisations corporelles

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	1 980	1 816
- Acquisitions de l'exercice	1 364	263
- Sorties de l'exercice		-99
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	3 344	1 980
Amortissements et dépréciations	-1 415	-1 349
- Début de l'exercice		
- Dotation de l'exercice	-266	-66
- Reprise de l'exercice		
- Autres		
Amortissements et dépréciations en fin d'exercice	-1 681	-1 415
Immobilisations nettes	1 663	565

Note 2_13 - Immobilisations incorporelles

	2024	2023
- Immobilisations au début de l'exercice	9	9
- Acquisitions de l'exercice		
- Sorties de l'exercice		
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	9	9
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-9	-9
- Dotation de l'exercice		
- Reprise de l'exercice		
- Autres		
Amortissements et dépréciations en fin d'exercice	-9	-9
Immobilisations nettes		

Note 2_14 - Postes "Autres actifs & autres passifs"

	2024	2023
Autres actifs		
- Etat - acomptes sur IS		
- Etat - TVA à récupérer	2 369	6 238
- Débiteurs divers	9 567	15 047
- Autres	14 232	53 633
Total	26 167	74 917
Autres passifs		
- Etat - Divers impôts et taxes (dont TVA)	16 643	9 833
- Fournisseurs et effets à payer	23 030	5 807
- Organismes sociaux & comptes liés aux salaires	3 711	1 350
- Dépôts reçus des locataires	783	1 054
- Subventions d'investissement (DRIRE)	17 462	15 260
- Créditeurs divers	59 888	208 849
- Autres		
Total	121 517	242 153

Note 2_15 - Compte de régularisation

	2024	2023
Comptes de régularisation actif		
- Charges constatées d'avance		44
- Produits à recevoir	34 463	58 532
- Autres comptes de régularisation	2 052	1 162
Total	36 514	59 738
Comptes de régularisation passif		
- Charges à payer	40 393	24 346
- Produits constatés d'avance	175 592	167 504
- Autres comptes de régularisation	2 872	3 075
Total	218 857	194 925

Note 2_16 - Provisions

	Provisions risques clientèle	Prov. retraite personnel en activité	Prov. médailles du travail	Prov. pour risques divers	Variation Exercice 2024	Exercice 2024
Solde au 31/12/2023	784	1 637	1 065	2 444		5 930
- Dotations		2 274	1 959	1 072	5 305	5 305
- Reprises	-180			-2 059	-2 239	-2 239
- Autres						
Solde au 31/12/2024	604	3 911	3 024	1 457		8 996

Note 2_17 - Variation des capitaux propres

	31/12/2023	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autres	31/12/2024
- Capital	35 354				35 354
- Prime de fusion	259 344				259 344
- Réserves	2 619				2 619
- Réserve légale	2 619				2 619
- Autres réserves					
- Provisions règlementées et subventions d'investissement (1)					
- Ecart de réévaluation					
- Report à nouveau	-269 424	4 452			-264 972
- Acomptes et dividendes versés					
- Résultat de l'exercice	4 452	-4 452	3 108		3 108
Total des capitaux propres	32 345		3 108		35 453

Note 2_18 - Tableau des engagements

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Engagements donnés						
- Autres ouvertures de crédit	724 415					724 415
- Douteux						
- Garanties en faveur des Ets de crédit	3 398					3 398
- Engagements en faveur de la clientèle						
Engagements reçus						
- Concours irrévocables mis à la disposition d'Ets de crédit						
- Garanties reçues d'Ets de crédit	9 685 139				9 685 139	
- Engagements reçus de la clientèle						
Engagements sur instruments financiers à terme						
- Swaps	-4 350 000				-4 350 000	

3 - Notes sur le compte de résultat**Note 3_1 - Produits sur opérations de crédit bail et assimilées**

	2024	2023
- Loyers	3 049 335	2 913 885
- Quote part de subvention virée au résultat	7 130	7 343
- Autres produits	33 151	27 904
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	26 733	19 893
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-16 259	-12 661
- Plus values sur cessions des immobilisations de crédit bail	88 640	100 712
Total	3 188 730	3 057 076

Note 3_2 - Charges sur opérations de crédit bail et assimilées

	2024	2023
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit bail	2 590 010	2 539 175
- Moins values de cession des immobilisations de crédit bail	286 449	267 465
- Commissions d'apport	44 359	43 309
- Autres charges	933	1 052
Total	2 921 751	2 851 001

Note 3_3 - Produits sur opérations de location simple & location longue durée

	2024	2023
- Loyers	284 300	297 311
- Quote part de subvention virée au résultat		
- Autres produits	4 043	3 414
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	6 660	5 002
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-3 666	-2 730
- Plus values sur cessions des immobilisations de location simple	91 533	77 076
Total	382 871	380 073

Note 3_4 - Charges sur opérations de location simple & location longue durée

	2024	2023
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit bail	318 623	334 767
- Moins values de cession des immobilisations de crédit bail	19 807	17 818
- Autres charges	777	622
Total	339 207	353 207

Note 3_5 - Commissions (Charges)

	2024	2023
- Commissions de partage de risques	32 502	46 015
- Commissions d'apport (Activité Crédit)	2 450	2 947
- Frais de mise en place	4 329	6 428
- Autres commissions	-272	-413
Total	39 009	54 977

Les commissions de partage de risques et d'apport représentent 30 % chacune de la marge financière sur nos opérations apportées par les réseaux groupe Crédit-Mutuel Alliance Fédérale.

Note 3_6 - Autres produits d'exploitation bancaire

	2024	2023
- Autres produits sur prestations de maintenance	20 282	19 605
- Autres produits (*)	16 546	19 701
- Ventes gestion de stock		
Total	36 828	39 306

(*) Dont frais de mise en place 4 328 K€

Note 3_7 - Autres charges d'exploitation bancaire

	2024	2023
- Autres charges sur prestations de maintenance	14 591	15 521
- Autres charges	3 547	2 294
- Achats gestion de stock		
Total	18 138	17 815

Note 3_8 - Charges générales d'exploitation

	2024	2023
- Frais de personnel	80 292	29 626
- Impôts et taxes	1 911	1 561
- Services fournis par sociétés du groupe	11 331	15 524
- Services extérieurs	-21 690	20 922
Total	71 844	67 633

Ventilation des frais de personnel	2024	2023
- Salaires et traitements (*)	41 517	17 467
- Charges de retraite	2 153	931
- Participation des salariés	3 567	891
- Intéressement des salariés	5 908	2 055
- Impôts et taxes sur rémunérations	2 094	623
- Autres charges sociales	25 053	7 659
Total	80 292	29 626

Fin du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en 2018.

Effectifs moyen	2024	2023
- Cadre	471	134
- Non cadre (Dont 2 personnes détachées)	245	176
Total	716	310

Indemnités de fin de carrière

Crédit Mutuel Leasing enregistre à son bilan les provisions pour indemnités de fin de carrières et les médailles du travail. Ces avantages à long terme sont calculés par le groupe CIC pour sa filiale Crédit Mutuel Leasing

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- Le taux d'actualisation est désormais obtenu par référence à l'IBOXX Corporate AA10+ augmenté d'un spread de 0.14%. Ce taux est revu à chaque exercice, il est de 3,52% en 2024 contre 3,34% en 2023.
- Le taux d'augmentation des salaires est évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.
- Les taux de mobilités des salariés sont mis à jour annuellement et déterminé par tranche d'âge.
- L'âge de départ en retraite est estimé globalement à 62 ans sur la base des lois en vigueur.

Note 3_9 - Coût du risque

	2024	2023
- Dotations pour dépréciations des créances douteuses	-3 230	-2 642
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses utilisées	2 541	4 153
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses disponibles		
- Créances irrécouvrables	-6 294	-3 611
- Récupérations sur créances amorties	430	685
- Autres		
- Provision sur risques spéciaux contentieux		
- Provision pour participations bancaires		
- Provision sur risques ITNL et divers		
Total coût du risque	-6 553	-1 415

Note 4 – Information sur les comptes financiers Crédit Mutuel Leasing

Alors que la comptabilité sociale est le reflet de la situation juridique créée par le contrat de crédit-bail et n'en retient que les aspects résultant du droit de propriété du bailleur sur le matériel donné en location, la comptabilité financière, quant à elle, privilégie l'approche économique et traite l'opération de crédit-bail comme un crédit accordé au locataire pour l'acquisition de son matériel.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière sont définis ci-après.

Encours financier

Il correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée, il est égal :

- à la somme des valeurs actualisées, au taux du barème de location :
 - des loyers hors taxe dus contractuellement,
 - de la valeur résiduelle en fin de location,
- ou encore, au prix d'achat hors taxe du matériel loué, déduction faite des amortissements financiers déjà pratiqués.

Amortissement financier

Il est égal à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû. La valeur résiduelle complète, lors de la cession en fin de bail, l'amortissement financier.

Résultat financier

Son montant est égal à la différence entre :

- le résultat brut d'exploitation après déduction de tous frais, provisions, pertes et profits exceptionnels,
- la dotation de l'exercice au compte d'amortissement financier du matériel et les plus ou moins-values de cessions financières dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des ventes de matériels contentieux.

Résultat social

Son montant est égal à la différence entre ce même résultat brut d'exploitation et la dotation de l'exercice aux amortissements fiscaux des matériels et les plus ou moins-values de cessions fiscales dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des ventes de matériels contentieux.

L'écart entre le résultat financier et le résultat social provient donc de la différence de rythme entre l'amortissement financier et l'amortissement fiscal et des différences entre plus et moins-values financières et plus et moins-values fiscales résultant elles-mêmes des écarts entre encours financier et valeur nette comptable.

Données synthétiques des comptes financiers	2024	2023
Résultat social	3 108	4 452
Variation de réserve latente	-22 792	-39 094
Résultat financier	-19 684	-34 642
Données en k€		

Réserve latente

Celle-ci est égale :

- à la différence entre les résultats financiers et comptables, avant impôt, cumulée depuis l'origine de la société, et également :
- à la différence entre l'encours financier des matériels et leur valeur nette comptable.
- au retraitement des loyers constatés d'avance.

Variation de réserve latente Crédit Mutuel Leasing	2024	2023
Réserve latente N	791 259	818 079
Variation de réserve latente	-26 820	-38 084
Réserve latente N-1	818 079	856 163

Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice net ou perte (-) dernier exercice clos 2024	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
I. Renseignements détaillés										
A. Filiales (50% au moins du capital détenu par la société) (indiquer dénomination et siège social)										
- ROULENLOC 260 rue Boucher de la Rupelle - 73100 GRESY SUR AIX (données 31/12/2023)	279	-359	51%	10 354	10 354	5 221		14 865	-327	
Filiale étrangère										
- Crédit Mutuel Leasing Benelux SA : Rue du Crayer 1000 Belgique	20 000	10 745	99,99%	19 998	19 998			261 635	794	
- Crédit Mutuel Leasing GmbH Wilhelm-Leuschner Strass 9-11 60329 Frankfurt am main - Allemagne	1 000		99,00%	992	992			53 267	-1 652	

Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille

Sociétés	Nombre d'actions	Prix unitaire	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Filiales					
CREDIT MUTUEL LEASING BELGIUM	999 900	20,00	19 998 000		19 998 000
CREDIT MUTUEL LEASING GMBH	495	2 005	992 475		992 475
ROULENLOC	154 221	67	10 353 687		10 353 687
Total	1 154 616	2 092	31 344 162	0	31 344 162

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de la sociétéCrédit Mutuel Leasing,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Crédit Mutuel Leasing relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

- Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Mutuel Leasing par votre assemblée générale du 1er septembre 2020 pour le cabinet KPMG S.A. et du 26 avril 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la troisième année.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 9 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes :

KPMG S.A.
Sophie Sotil-Forgues

ERNST & YOUNG et Autres
Vanessa Jolival

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.